

CHAPITRE 2 – EVOLUTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EN TUNISIE

En dépit d'un contexte de reprise de l'économie mondiale particulièrement dans la Zone Euro, principal partenaire de la Tunisie, et partant de la demande extérieure, bénéficiant aux principaux secteurs industriels exportateurs et au tourisme, l'économie nationale a enregistré en 2010 un taux de croissance de 3% en termes réels, niveau pratiquement identique à celui réalisé l'année précédente qui a été affectée par les retombées de la crise économique et financière internationale. La croissance économique qui a été affectée par la forte régression du secteur agricole et de la pêche, sous l'effet principalement des conditions climatiques défavorables et de la baisse sensible de l'activité de raffinage du pétrole, reste en deçà de la tendance observée avant ladite crise, soit environ 5% par an.

Ce rythme modéré de la croissance économique a été soutenu par la reprise des exportations de biens et services qui s'est accompagnée, cependant, par une accélération du rythme des importations. Quant à la demande intérieure, elle a été tirée, essentiellement, par la progression des investissements et par la bonne tenue de la consommation finale, surtout celle des ménages. Concernant les équilibres financiers du pays, le niveau de croissance réalisé s'est accompagné par un élargissement du déficit des paiements courants avec l'extérieur suite, surtout, à l'impact de la hausse des prix mondiaux et par une accentuation des pressions inflationnistes, contrastant avec la maîtrise enregistrée au niveau des finances publiques.

Malgré leur reprise, les créations d'emplois sont demeurées insuffisantes pour résorber le chômage dont le taux reste préoccupant, particulièrement celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Quant à l'évolution des prix intérieurs, elle s'est accélérée en 2010, situation qui s'explique par les effets de l'inflation importée suite à la flambée des cours des produits de base et par la progression soutenue de la consommation privée.

Pour l'année 2011, l'avènement de la Révolution du 14 janvier ouvre au pays des perspectives prometteuses à moyen terme sur le plan du développement économique et social. L'instauration de la démocratie, de la liberté et de la bonne gouvernance et la rupture avec l'ancien système permettront la libération des initiatives et l'incitation de l'investissement national et étranger et, partant, l'expansion de l'activité économique. Toutefois et sur le court terme, de fortes pressions pèsent sur le rythme de l'activité économique et sur les équilibres financiers en relation avec les perturbations ayant entravé l'activité de production et d'exportation de biens et services dans des secteurs clés, auxquelles se sont ajoutés les effets des développements en Libye. Aussi, la croissance économique connaîtra-t-elle une quasi-stagnation en 2011 qui se traduirait par une aggravation du chômage et des besoins accrus de ressources extérieures à mobiliser pour combler le déficit du budget de l'Etat et de la balance des paiements.

SECTION 1 – ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Malgré une certaine reprise de l'activité de production dans la plupart des secteurs, stimulée surtout par l'affermissement de la demande extérieure, le taux de croissance réalisé en 2010 s'est situé en deçà du niveau de 4% prévu initialement en raison de la croissance négative du secteur de l'agriculture et de la pêche (-8,7%). En effet, ce secteur a été affecté par la chute de la récolte de céréales d'environ 57% pour revenir à 10,8 millions de quintaux et par le recul de la production d'huile d'olive à 150 mille tonnes. Hors agriculture et pêche, la croissance économique s'est plutôt consolidée pour passer, d'une année à l'autre, de 2,7% à 4%.

Cette évolution est en rapport avec la reprise des industries manufacturières comme les industries mécaniques et électriques et le secteur du textile, habillement, cuirs et chaussures qui

avaient connu une régression en 2009. En particulier, l'accroissement de la production a concerné la fabrication d'articles mécaniques et électriques, l'industrie de transformation du phosphate et les matériaux de construction, ce qui a permis de relancer de nouveau les exportations.

Pour leur part, les industries non manufacturières ont consolidé leur rythme de croissance suite, principalement, à la progression de la production de gaz naturel à un rythme soutenu pour atteindre 3,3 milliards de mètres cubes, ainsi que de l'activité du bâtiment et génie civil. A l'inverse, la production a continué à baisser pour le pétrole brut, en raison du déclin des principaux gisements d'El Borma et Ashtart, et a accusé une légère régression pour l'électricité s'établissant, respectivement, à 3,7 millions de tonnes et 14,8 milliards de kWh. Quant au secteur des mines, les productions de phosphate de chaux et de minerai de fer, en particulier, ont connu une reprise d'environ 12% et 19%, respectivement, pour s'élever à 8,1 millions et 180 mille tonnes.

En ce qui concerne les services marchands, ils ont connu en 2010 une amélioration de leur rythme de croissance, imputable essentiellement à la poursuite de la progression importante du secteur des communications et à la bonne tenue des secteurs du tourisme et du transport ainsi que du système financier suite à une conjoncture plus favorable qu'en 2009 et à la reprise des échanges commerciaux avec l'extérieur.

Le secteur du tourisme, principal pourvoyeur du pays en devises, a enregistré une stagnation des entrées des non-résidents au niveau de 6,9 millions de touristes en raison, surtout, d'une baisse de 2,4% du nombre des Maghrébins qui a contrasté avec une reprise d'environ 2% des entrées des Européens. Quant aux nuitées touristiques globales, elles se sont accrues de 2,7% après une régression sensible une année auparavant, pour s'élever à 35,6 millions d'unités. L'essentiel de ces nuitées a continué à être généré par les non-résidents, soit plus de 90%, et a concerné les Européens dont la part est demeurée prépondérante.

Malgré les efforts déployés en vue de promouvoir le tourisme intérieur, à même de contribuer à améliorer les performances du secteur, la part des nuitées des résidents est restée relativement faible atteignant moins de 10% des nuitées globales contre un objectif fixé de 15% à moyen terme et un niveau de 40%, voire plus, enregistré dans certains pays développés.

S'agissant des recettes touristiques en devises, elles ont connu une progression modérée de 1,5% pour s'établir à 3.523 MDT, évolution qui reflète la persistance de l'impact de la crise économique et financière mondiale sur le tourisme.

Pour les autres services marchands, l'activité du transport a été stimulée, notamment, par la reprise des échanges commerciaux avec l'extérieur et du transport aérien, se traduisant par une consolidation de la croissance du secteur après une quasi-stagnation en 2009.

De son côté, le secteur des communications a poursuivi son expansion à un rythme élevé et ce, depuis plus d'une décennie. Cette évolution a été favorisée par le développement et l'utilisation à grande échelle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Pour sa part, le secteur du commerce a consolidé légèrement son rythme de croissance, bénéficiant du dynamisme de la demande intérieure et de la poursuite des réformes touchant, notamment, la modernisation des circuits de distribution et l'approvisionnement régulier du marché local, outre les actions de promotion organisées périodiquement au profit des consommateurs.

Corrélativement avec l'évolution de la production, les contributions sectorielles à la croissance économique ont été marquées en 2010 par une consolidation de la contribution des services marchands qui confirment leur place en tant que moteur de la croissance de l'économie nationale et, à un degré moindre, celle des industries non manufacturières contrastant avec une contribution négative du secteur de l'agriculture et de la pêche. Quant à la contribution des

industries manufacturières, qui était négative une année auparavant, elle est devenue positive grâce, essentiellement, au bon comportement des exportations.

Pour ce qui est des résultats attendus en 2011, l'activité économique a été affectée par les événements qu'a connus le pays suite à la Révolution du 14 Janvier et par les retombées de la détérioration de la situation dans la région, particulièrement en Libye. En effet, les réalisations du premier semestre ont été marquées par la régression de la production industrielle et de certaines activités de services surtout le tourisme, le repli des investissements directs étrangers (IDE) et le ralentissement des échanges commerciaux avec l'extérieur. Il est à signaler que la décélération de ces derniers a touché beaucoup plus les importations que les exportations, en raison de la baisse des achats de biens d'équipement et du ralentissement du rythme de ceux de matières premières et demi-produits destinés au cycle de production.

La conjoncture difficile ayant prévalu depuis le début de l'année 2011 a nécessité la mise en place par le Gouvernement de transition d'un programme économique et social d'urgence visant, notamment, la relance de l'activité et des investissements aussi bien publics que privés, la promotion des exportations et la consolidation du développement régional et des créations d'emplois, ainsi que l'adoption d'une Loi de finances complémentaire. Toutefois, le rythme de la croissance économique sera en net ralentissement par rapport à l'année 2010 et se situerait à 0,2%, selon les dernières estimations du Ministère de la Planification et de la coopération internationale, niveau très insuffisant pour promouvoir l'emploi et soutenir les équilibres financiers.

EVOLUTION DES VALEURS AJOUTEES PAR SECTEUR D'ACTIVITE EN TERMES REELS ET CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Désignation	Croissance de la valeur ajoutée (en %)			Contribution à la croissance économique (en points de pourcentage)		
	2009	2010	2011*	2009	2010	2011*
Agriculture et pêche	8,8	-8,7	7,8	0,7	-0,7	0,6
Industrie	0,6	2,6	0,6	0,2	0,8	0,2
Industries manufacturières	-1,7	1,1	3,9	-0,3	0,2	0,6
dont :						
-Industries agricoles et alimentaires	1,9	2,2	1,0	0,1	0,1	0,0**
-Industries mécaniques et électriques	-4,0	25,0	5,0	-0,3	0,1	0,6
-Industries textiles, habillement, cuirs et chaussures	-9,6	6,0	-0,5	-0,3	0,2	0,0**
-Industries chimiques	2,5	6,8	-5,0	0,1	0,1	-0,1
Industries non manufacturières	3,5	4,7	-3,5	0,5	0,6	-0,4
dont :						
-Mines	3,0	13,0	-52,0	0,0**	0,1	-0,5
-Pétrole et gaz naturel	3,4	3,5	-2,1	0,2	0,2	-0,1
Services marchands	3,1	5,2	-3,7	1,3	2,1	-1,5
dont :						
-Commerce	3,0	3,4	2,0	0,2	0,3	0,2
-Transport	0,5	2,8	-7,0	0,0**	0,2	-0,5
-Communications	15,9	13,5	12,5	0,6	0,6	0,6
-Tourisme	-0,5	4,3	-45,0	0,0**	0,2	-2,3
-Organismes financiers	2,0	5,0	3,0	0,1	0,2	0,1
PIB aux prix du marché	3,1	3,0	0,2	3,1	3,0	0,2

* Prévisions actualisées.

Source : Ministère de la Planification et de la coopération internationale

** La contribution à la croissance est quasiment nulle.

L'application du programme de relance de l'économie se traduira, certes, par un élargissement du déficit budgétaire qui se situerait en 2011 à 4,6% du PIB. De même, le déficit de la balance des paiements courants connaîtra une aggravation et atteindrait 5,9% du PIB, sous l'effet surtout de la chute des recettes touristiques et du recul des revenus du travail. La balance des opérations en capital et financières sera, pour sa part, affectée par la régression des IDE. Cette situation, qui a eu un impact sur le niveau des réserves en devises, nécessite la mobilisation

d'importantes ressources de financement extérieur surtout avec le soutien promis par les instances internationales, tâche à laquelle s'attellent déjà les autorités du pays dans le cadre du programme économique et social à mettre en œuvre pour les années à venir.

SECTION 2 – EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

L'amorce d'une amélioration de la conjoncture économique tant au niveau mondial que sur le plan national, observée surtout à partir du deuxième semestre 2010, s'est traduite par une accélération du rythme de la demande intérieure et par une nette reprise des échanges extérieurs de biens et services. Toutefois, cette évolution n'a pas permis de relancer certaines activités économiques qui se sont ressenties de facteurs exogènes défavorables tels que les aléas climatiques et la concurrence extérieure aiguë pour quelques secteurs et d'accroître, par conséquent, les créations d'emplois conformément aux objectifs tracés.

1) Demande intérieure

En rapport avec l'évolution soutenue de la consommation finale et l'augmentation des investissements à un rythme plus rapide qu'une année auparavant, conjuguées à la variation accrue des stocks, la demande intérieure a connu une progression plus marquée qu'en 2009, soit 10,4% en prix courants et 5,5% en termes réels. Elle a confirmé, ainsi, son rôle de levier important pour le développement du pays, surtout en période de retournement de la conjoncture internationale. Toutefois, sa contribution à la croissance économique a baissé revenant, d'une année à l'autre, de 3,3 points à 1,5 point de pourcentage, situation qui s'explique par la reprise importante des exportations de biens et services qui a été supérieure à la progression de la demande interne.

La **consommation finale** a connu une certaine accélération (+9% en prix courants et +4,5% en termes réels) ayant intéressé, surtout, la consommation privée qui a été soutenue par l'amélioration des revenus et par un recours accru au financement bancaire comme en témoigne l'augmentation de 21,4% de l'encours des crédits non professionnels accordés aux particuliers. Cette situation s'est traduite par une légère augmentation de la propension moyenne à consommer qui est passée, d'une année à l'autre, de 78% à 78,6% du Revenu national disponible brut (RNDB).

S'agissant des **investissements**, la formation brute de capital fixe (FBCF) a enregistré en 2010 une amélioration de son rythme de progression comparativement à celui de 9,3% réalisé l'année précédente. Il est à rappeler que l'année 2009 a connu la mise en œuvre d'un programme de relance de l'économie qui a entraîné une accélération des investissements publics pour compenser l'atonie au niveau du secteur privé ayant subi le choc des effets de la crise économique et financière mondiale.

En dépit de la bonne tenue de la FBCF dans les services marchands, en particulier le secteur des communications et ceux du logement et des équipements collectifs, l'évolution des investissements a été marquée par une quasi-stagnation de la part du secteur privé (57% du total), sous l'effet notamment de la poursuite de la baisse des IDE (-5%). Cette baisse qui a touché, surtout, les industries manufacturières (-25,6%) a été atténuée, dans une certaine mesure, par la reprise des investissements extérieurs dans le secteur de l'énergie (+6,7%) en relation avec la hausse des prix du pétrole.

EVOLUTION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Désignation	Valeur en MDT			Variations en %		Structure en %		
	2009	2010	2011*	<u>2010</u> 2009	<u>2011*</u> 2010	2009	2010	2011*
Agriculture et pêche	977	1.270	1.070	30,0	-15,7	6,9	8,0	6,9
Industrie	4.974	5.419	5.216	8,9	-3,7	35,0	34,3	33,7
-Industries non manufacturières	3.554	3.581	3.286	0,8	-8,2	25,0	22,7	21,2
-Industries manufacturières	1.420	1.838	1.930	29,4	5,0	10,0	11,6	12,5
Services marchands	6.905	8.083	7.787	17,1	-3,7	48,6	51,1	50,4
Equipements collectifs	1.350	1.044	1.400	-22,7	34,1	9,5	6,6	9,0
Total	14.206	15.816	15.473	11,3	-2,2	100,0	100,0	100,0

* Prévisions actualisées.

Source : Ministère de la Planification et de la coopération internationale